

sud-africains. Sur un plan plus positif, les travailleurs noirs qui étaient officiellement employés et syndiqués en 1989, ont obtenu, en moyenne, des augmentations de salaire supérieures au taux d'inflation, allant de 16 à 20 %. Selon les chiffres fournis par la Reserve Bank, l'augmentation moyenne dans l'ensemble de l'économie a été de 15,1 % au cours du premier semestre de 1989 (15,8 % en 1988).

La situation n'était pas sombre dans tous les secteurs en 1989; en effet, l'agriculture, l'exploitation minière, le secteur manufacturier, le commerce extérieur et la bourse de Johannesburg ont tous obtenu d'excellents résultats. Dans le secteur agricole, 1989 a été la meilleure année de la décennie. Sans battre de record, la récolte de maïs (11 millions de tonnes) a cependant été abondante. Celle du blé n'a pas non plus atteint les chiffres-record de 1988 mais elle a été suffisante pour permettre d'importantes exportations d'une valeur de 360 millions de Rands. Les dépenses consacrées par l'agro-industrie aux biens d'équipement et aux produits intermédiaires ont augmenté et le montant des versements d'intérêts a diminué. Le revenu agricole brut pour l'année jusqu'en juin 1989 a atteint le chiffre record de 15,4 milliards de Rands. C'est à l'agriculture que l'Afrique du Sud doit environ la moitié de l'augmentation de son PIB en 1989 (2,1 %).

L'année 1989 a été décevante en ce qui concerne la production d'or qui a diminué de plus de 2 % et est tombée de 619 tonnes en 1988 à 606 tonnes. Le prix moyen sur l'ensemble de l'année a baissé de 13 % et a atteint 380 \$ US l'once (437 \$ US en 1988). Le coût élevé de production de mines peu rentables continue à être un sujet de préoccupation. Néanmoins, l'or demeure un élément très important de l'économie comme en témoigne le montant total des ventes qui ont atteint 20 milliards de Rands en 1989. Après l'or, le charbon a conservé le deuxième rang comme producteur de devises étrangères grâce à des exportations d'environ 44 millions de tonnes, soit légèrement moins que le chiffre record de 45 millions de tonnes établi en 1986. Le prix du dollar étant de 20 % plus élevé, 1989 a été une année excellente pour l'industrie. Les métaux plus rares tels que le platine, le manganèse, le chrome, le vanadium ont continué à donner de bons résultats et la production de diamants a augmenté de 6,5 %, en dépit du fait que la valeur totale des ventes a légèrement baissé par rapport à 1988. Les ventes de produits miniers sud-africains ont atteint un total de 37,7 milliards de Rands, soit une augmentation de 11,1 % par rapport à 1988. Après trois bonnes années de croissance entre 1986 et 1988, le secteur manufacturier a vu le volume de sa production baisser pour la première fois depuis 1985.

Au cours de l'année 1989, le Rand a perdu du terrain par rapport à toutes les principales devises étrangères, plus particulièrement, par rapport au dollar US (baisse de 15,4 %). Le dernier trimestre a été marqué par une forte reprise grâce au rétablissement de la confiance provoqué par la restructuration de la dette de l'Afrique du Sud et par le raffermissement du prix de l'or à la fin de l'année. L'accord de restructuration, passé avec les banques étrangères créditrices en octobre, entre en vigueur le 1^{er} juillet 1990. Il prévoit le remboursement d'environ 1,5 milliard de dollars US d'ici la fin de 1993 sur un montant impayé de huit milliards de dollars US. En outre, 12 milliards de dollars US demeurent impayés au titre de la dette

extérieure, ce qui exigera des remboursements de six à huit milliards de dollars US entre 1990 et 1993. Ces diverses obligations contraindront l'Afrique du Sud à maintenir un compte courant excédentaire important dans sa balance des paiements, ce qui limitera la capacité de croissance et de création d'emplois. L'excédent actuel a atteint 4,1 milliards de Rands en 1989 alors qu'il n'était que de 2,9 milliards de Rands l'année précédente; il a été à peine suffisant pour assurer les remboursements de la dette étrangère dont le montant était voisin de 1,5 milliard de dollars US. Néanmoins, selon le ministère des Finances, les réserves de devises nettes ont continué à diminuer à cause de la sortie nette de capitaux qui s'est élevée à 5,6 milliards de Rands en 1989.

Pour pouvoir assurer le service de sa dette étrangère, l'Afrique du Sud est obligée de maintenir un compte courant excédentaire, en particulier, en ce qui concerne son commerce extérieur. En dépit des sanctions, elle a obtenu de bons résultats dans le domaine des exportations en 1989 grâce à la diversification du marché et au fait que près de 70 % de ces exportations sont des produits miniers, secteur peu vulnérable aux sanctions à cause de la rareté relative et de la nature essentielle des minéraux concernés. Outre le blé et le maïs, la laine, le sucre et les fruits ont donné de bons résultats si bien que les exportations agricoles ont rapporté un chiffre brut de quatre à cinq milliards de dollars de Rands en 1989. D'autre part, les restrictions imposées aux importations sous forme de surtaxes, la faiblesse du Rand et des taux d'intérêt élevés, ont aussi contribué au maintien d'un compte courant excédentaire.

La bourse de Johannesburg a connu un tel essor en 1989 qu'avec une augmentation des prix de 66 %, elle a obtenu des résultats supérieurs à toutes les autres bourses importantes du monde entier, à l'exception de celles du Mexique et de l'Autriche. Cette situation était due à un regain général d'optimisme, à une liquidité élevée sur le marché intérieur et à une brusque augmentation du prix de l'or à la fin de l'année.

S'il a jamais existé des doutes sur l'effet déprimant des sanctions et du désinvestissement sur l'économie sud-africaine, ceux-ci ont été dissipés par un certain nombre de déclarations et d'études récentes faites en Afrique du Sud. Dans son discours du budget du 14 mars 1990, le ministre des Finances a comparé l'Afrique du Sud aux pays du Tiers monde dont le développement était tributaire de capitaux internationaux qu'il fallait maintenant rembourser. Il a déclaré que les sorties de capitaux qui en étaient résultées étaient aggravées par le désinvestissement et, qu'à la différence des pays en développement, l'Afrique du Sud s'était vue privée, pour des raisons politiques, de facilités bancaires internationales normales telles que celles qu'offrait le FMI. Selon le ministre, cela avait compliqué la gestion de la balance des paiements et avait contraint l'Afrique du Sud à maintenir un compte courant excédentaire, ce qui avait nuit à la capacité de croissance de l'économie.

Un rapport de la Trust Bank of South Africa était plus précis. Il chiffrait, comme suit, l'impact des sanctions internationales depuis 1985 : perte de production de 80 milliards de Rands (40 milliards de dollars canadiens); perte due à la réduction des exportations et aux sorties de